



ARRÊTÉ DU MAIRE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT PROLONGATION

RUE GABRIEL PÉRI ANGLE PLACE VICTOR SCHOELCHER BLVD HENRI BARBUSSE RUE DE L'AMIRAL COURBET

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction Aménagement et Environnement
Arrêté temporaire n° 24/089 AV

Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,
Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,
Vu l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,
Vu l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,
Vu le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande en date du 30/01/2024, de la société **EKSIO**, 20 Avenue Graham Bell, 77600 Bussy-Saint-Georges, pour des travaux de **réfection de trottoirs**,
Considérant la nécessité de réglementer temporairement la circulation et le stationnement, pour assurer tant la sécurité sur le chantier que celle des usagers, **rue de L'Amiral Courbet, le Boulevard Henri Barbusse, rue Gabriel Péri angle Place Victor Schoelcher.**

Sur la proposition du Directeur des Services Techniques,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Du 29 février 2024 au 7 mars 2024, la société **EKSIO** est autorisée à réaliser des travaux de réfection de trottoirs.

Article 2 : Du 24 février 2024 au 7 mars 2024, la voie sera fermée à la circulation dans la voie suivante :

- . Rue de l'Amiral Courbet,
- . Le stationnement sera interdit dans les voies suivantes :
- . Boulevard Henri Barbusse entre le n°1 et la rue de l'Amiral Courbet.
- . De l'angle rue Gabriel Péri/ Place Victor Schoelcher à l'Angle rue de l'Amiral Courbet.

Une déviation pour les véhicules sera instituée par le Boulevard Henri Barbusse et la rue Gabriel Péri.

Article 3 : Afin d'assurer la protection piétonne, l'entreprise **EKSIO** aura la charge :

- **D'organiser un dévoiement des piétons, avec mise en place d'un homme trafic.**

- **Soit laisser un cheminement libre de 1,40 m minimum de large. Celui-ci devra être accessible aux personnes à mobilité réduite. L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence d'obstacles.**

Article 4 : Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur, **au droit et au vis-à-vis de l'intervention :**

. **Boulevard Henri Barbusse entre le n°1 et la rue de l'Amiral Courbet.**

. **De l'angle rue Gabriel Péri/ Place Victor Schoelcher à l'Angle rue de l'Amiral Courbet.**

Article 5 : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 6 : L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours être assurées. En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

Article 7 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 9 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise 48 heures avant la date de début des travaux au droit et au vis à vis des interventions.

Article 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

Article 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou un implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 12 : Madame la Directrice générale des services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, 22 février 2024

Le Maire,
Conseiller départemental des Yvelines,

Julien CHAMBON